



**HAL**  
open science

## Violence stratégique et autodéfense en Pays basque

Caroline Guibet Lafaye

► **To cite this version:**

Caroline Guibet Lafaye. Violence stratégique et autodéfense en Pays basque. Cultures & conflits, 2020, Quelle sociologie politique pour l'enquête globale? Autour d'Yves Dezalay, 119-120, pp.153-181. 10.4000/conflits.22361 . hal-02902400

**HAL Id: hal-02902400**

**<https://hal.science/hal-02902400>**

Submitted on 17 Apr 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License



## Cultures & conflits

Sociologie politique de l'international

119-120 | automne-hiver 2020

Quelle sociologie politique pour l'enquête globale ?

---

# Violence stratégique et autodéfense en Pays basque

*Strategical Violence and Self-Defense in the Basque Country*

**Caroline Guibet Lafaye**

---



### Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/conflits/22361>

ISSN : 1777-5345

### Éditeur :

CECLS - Centre d'études sur les conflits - Liberté et sécurité, L'Harmattan

### Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2020

Pagination : 153-181

ISBN : 978-2-343-22588-3

ISSN : 1157-996X

### Référence électronique

Caroline Guibet Lafaye, « Violence stratégique et autodéfense en Pays basque », *Cultures & Conflits* [En ligne], 119-120 | automne-hiver 2020, mis en ligne le 02 janvier 2024, consulté le 11 janvier 2024. URL : <http://journals.openedition.org/conflits/22361> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/conflits.22361>

---



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-NC-ND 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

HORS THÈME

---



# Violence stratégique et autodéfense en Pays basque

**Caroline GUIBET LAFAYE**

*Caroline Guibet Lafaye est directrice de recherche au CNRS (Centre Émile Durkheim – Université de Bordeaux – Sciences Po). Agrégée et docteure en philosophie de l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne, elle consacre ses recherches en sociologie et en philosophie politique à l'analyse des sentiments d'injustice et des processus de radicalisation. Elle s'appuie sur un corpus normatif de philosophie et de sociologie empirique pour cerner les processus de légitimation de la violence politique ainsi que le « vocabulaire de motifs » et les « politiques de la signification », convoqués par plusieurs organisations de lutte armée en Europe occidentale (extrême gauche, libération nationale) et au Moyen-Orient. Son dernier ouvrage s'intitule Armes et principes. Éthique de l'engagement politique armé (éd. du Croquant, 2019).*

**L**e Pays basque, au nord (*Iparralde*) comme au sud (*Hegoalde*), a été le théâtre d'un conflit politique dont une page a été tournée avec la dissolution d'*Euskadi Ta Askatasuna* (ETA) le 3 mai 2018. La violence illégale y a surgi, non pas avec la création d'ETA le 31 juillet 1959, mais avec les premières actions armées du groupe en 1961, qu'il s'agisse des attaques au cocktail Molotov contre des locaux de la police à Bilbao et du gouvernement civil à Vitoria, et plus encore du sabotage du train transportant des partisans de Franco vers San Sébastien le 18 juillet 1961, pour la célébration des 25 ans de sa victoire durant la guerre civile. Loin d'être la seule organisation clandestine ayant pratiqué la violence illégale, ETA a coexisté avec des groupes d'extrême gauche – Front révolutionnaire antifasciste et patriote (FRAP), Groupes de résistance antifasciste 1<sup>er</sup> octobre (Grapo), Commandos autonomes anticapitalistes (CAA), *Iraultza*, *Joven de Itsasondo* –, d'extrême droite – Guérilleros du Christ-Roi, Bataillon basque espagnol (BVE), Triple A, Antiterrorisme ETA (ATE), Groupes antiterroristes espagnols (GAE) –, indépendantistes – *Directorio Revolucionario Ibérico de Liberación* (DRIL), *Iparretarrak* (IK) – et paramilitaires – Groupes antiterroristes de libération (GAL). Toutefois, ETA a été l'organisation qui a fait le plus de victimes pendant la transition

espagnole, avec 72 % des victimes dues à des actions armées d'organisations non gouvernementales <sup>1</sup>. De même, ETA est à l'origine du plus grand nombre de victimes mortelles après la fin de la dictature franquiste (quarante-trois personnes avant la mort de Franco contre plus de huit cents après <sup>2</sup>). Dans les années 1980, le nombre de personnes tuées annuellement par ETA oscille entre dix-neuf et cinquante-deux. Entre 1960 et 2013, ce sont entre deux mille trois cents et deux mille six cents personnes qui ont été blessées par les différents groupes clandestins se revendiquant d'ETA (ETA-pm, ETA-m, ETA-VII, ETA-VIII) et de l'extrême gauche. On en dénombre sept cent quarante-six parmi les forces de sécurité de l'État et quatre cent vingt-six parmi les groupes paramilitaires et d'extrême droite <sup>3</sup>.

Les travaux consacrés aux formes d'actions convoquées par l'ETA ont insisté soit sur l'évolution temporelle de leurs actions armées <sup>4</sup>, soit sur son rapport stratégique à la violence politique, en particulier dans une approche de choix rationnel <sup>5</sup>. Dans tous les cas, toutefois, les auteurs ont privilégié une perspective de type mésosocial qui s'explique notamment par la difficulté de pénétrer au sein des organisations pour comprendre les logiques qui y sont mobilisées. Ces travaux reposent sur des bases de données, constituées à partir d'articles de presse et parfois d'archives judiciaires. Dans certains cas, les documents produits par l'organisation ont été convoqués, quoique de façon marginale <sup>6</sup>. Il est très rare que ces analyses s'appuient sur des données primaires, en l'occurrence sur des entretiens avec des membres des organisations illégales <sup>7</sup>. S'agissant d'IK, organisation clandestine active en *Iparralde* à partir

1. Sánchez-Cuenca I., Aguilar P., "Terrorist Violence and Popular Mobilization: The Case of the Spanish Transition to Democracy", *Politics & Society*, vol. 37, n°3, 2009, p. 443.
2. Loyer B., Aguerre C., « Terrorisme et démocratie : les exemples basque et catalan », *Hérodote*, vol. 3, n°130, 2008, p. 113.
3. Carmena M., Mirena Landa J., Múgica R., Uriarte J. M<sup>a</sup>, « Informe-base de vulneraciones de derechos humanos en el caso vasco (1960-2013) », *Secretaría General de Paz y Convivencia*, Vitoria-Gazteiz, juin 2013, p. 14. [www.irekia.euskadi.eus/uploads/attachments/3214/informe\\_base\\_es.pdf?137119680](http://www.irekia.euskadi.eus/uploads/attachments/3214/informe_base_es.pdf?137119680), (consulté le 16/10/2020).
4. Sánchez-Cuenca I., "Explaining temporal variation in the lethality of ETA", *Revista Internacional de Sociología*, vol. 67, n°3, 2009, pp. 609-629 ; Sánchez-Cuenca I., "The persistence of nationalist terrorism: the case of ETA", in Kledja Mulaj (ed.), *Violent Non-State Actors in Contemporary World Politics*, New York, Columbia University Press, 2010.
5. Domínguez Iribarren F., *ETA : estrategia organizativa y actuaciones 1978-1992*, Bilbao, Universidad del País Vasco, 1998 ; Barros C., Passos J., Gil-Alana L., "The timing of ETA terrorist attacks", *Journal of Policy Modeling*, vol. 28, n°3, 2006, pp. 335-346 ; Sanchez-Cuenca I., *ETA contra el Estado : las estrategias del terrorismo*, Barcelone, éd. Tusquets, 2001 ; Sánchez-Cuenca I., "Terrorism and the State", in Victor Nee V., Sniijders T., Wittek R. (eds), *Handbook of Rational Choice Social Research*, Stanford, Stanford University Press, 2013, pp. 381-410.
6. Sánchez-Cuenca I., Aguilar P., "Terrorist Violence and Popular Mobilization...", *op. cit.*, pp. 444-445.
7. Font exception F. Reinales et C. Hamilton dont les entretiens ont été menés il y a plus de vingt ans (en 1996-1997) avec des militantes engagées entre le milieu des années 1960 et le début des années 1980. Pour des travaux plus anciens fondés sur des sources judiciaires, voir Reinales F., *Patriotas de la Muerte, Quiénes han militado en ETA y por qué*, Madrid, éd. Taurus, 2001. Hamilton C., *Women and ETA: The Gender Politics of Radical Basque Nationalism*, Manchester, Manchester University Press, 2007.

de 1973, il n'existe aucune étude d'ampleur portant sur les répertoires de légitimation de la violence politique <sup>8</sup>. Notre propos est donc de nous situer à un plan microsocial plutôt que mésosocial, pour aborder les justifications et représentations de la violence politique clandestine. Ainsi nous comparerons les discours produits à ce sujet à ces deux niveaux. Nous interrogerons à la fois l'interprétation par les militants clandestins de la violence en tant que telle, la fonction dont ils investissent cet « outil politique » et leur réappropriation de la rhétorique des groupes illégaux quant aux stratégies armées <sup>9</sup>. Nous proposerons spécifiquement une analyse des discours et des représentations des acteurs, en portant l'accent sur la production, la circulation et l'utilisation des signes, dotés d'une inscription sociale et historique et dont le sens varie selon les contextes dans lesquels ils sont utilisés. Nous mettrons en évidence les schémas interprétatifs mobilisés concernant le rapport à et la représentation de la violence, en exploitant l'approche développée par Peter Berger et Thomas Luckmann <sup>10</sup> qui envisagent le sens comme le produit d'une activité sociale à travers lequel les individus créent des catégories sociales de compréhension. Il s'agira ainsi de dégager la construction sociale et discursive des structures et ordres symboliques liés à la violence, leur genèse, leur objectivation, leur légitimation et leur circulation parmi les ex-militants clandestins basques. Ces catégories interprétatives ont en effet des conséquences sur les pratiques sociales et sur les grammaires d'action dans le monde.

Si l'on peut, sans surprise, mettre en évidence une logique rationnelle dans le choix de stratégies armées au niveau méso <sup>11</sup>, quel écho cette approche trouve-t-elle au plan micro ? Dans quelle mesure assiste-t-on à une réappropriation de ces logiques d'action et catégories sociales de compréhension, telles la stratégie de l'action-répression-action, celle de l'usure ou encore celle du contrôle du territoire, par les acteurs clandestins et les militants qui n'étaient pas des cadres des organisations clandestines ? Les militants se réapproprient-ils le « cadrage » conceptuel des actions menées par le groupe illégal (qui varie selon les époques et le contexte dans lequel elles s'inscrivent) ? Et si oui, sous quelle forme (*i.e.* à travers quelles catégories, dans quels termes) ?

8. Le principal ouvrage consacré à IK (Bidegain E., *IK, Histoire d'une organisation politique armée* [2007], Ascain, Gatuzain, 2010) traite de son histoire et de son évolution politique.

9. Nous parlons de militants « clandestins », non pas au sens que leur groupe confère à ce terme (*i.e.* *liberados* pour ETA), mais au sens de la langue française, c'est-à-dire « qui existe, fonctionne, se fait de manière secrète, en dehors de ceux qui exercent l'autorité, à l'encontre des lois établies, de la procédure normale et licite » (*Trésor de la langue française*) dont la signification est synonyme d'« illégal ». Cette acception permet ainsi de désigner les militants « en clandestinité » au sens strict, c'est-à-dire recherchés, en cavale et ceux gardant un pied dans la société civile mais agissant illégalement pour le groupe auquel ils appartiennent.

10. Berger P., Luckmann T., *La Construction sociale de la réalité* [1966], Paris, Meridiens-Klincksieck, 1986.

11. Voir Sanchez-Cuenca I., « Explaining temporal variation in the lethality of ETA », *op. cit.*

La production officielle des deux organisations étudiées, ETA et IK, donne lieu à des archives (tracts, communiqués, déclarations et images). Après chacune de ses six assemblées, ETA a publié des documents conservés à la Fondation des bénédictins de Lazkao, puis à la Fondation Mario Onaindia<sup>12</sup>. Des communiqués de l'organisation ont en outre été publiés dans les journaux *Zutik* (1960-1978), *Barne Buletina* (bulletin interne d'ETA, 1964-2018), *Kemen* (1969-1982), *Hautsi* (1971-1980), *Beriak* (1970-1973), *Saioiak* (1970-1971), *Zutabe* (1980-1987), *Zuzen* (1980-1983), *Branka*, *Berria*, *Punto y Hora de Euskal Herria* (1976-1990) et *Gara* (1999-aujourd'hui) et *Berria* (2003-aujourd'hui). Le journal *Ildo* a constitué le principal moyen de communication d'IK. Ces sources ont diffusé les positions et justifications des groupes clandestins sur l'usage de la violence politique. Nous les confronterons avec les discours recueillis auprès des militants basques engagés dans ces luttes. Nous envisagerons, dans un premier temps, les phénomènes de réappropriation micro-individuelle des interprétations stratégiques de la violence politique déployées par les organisations étudiées. Nous montrerons ensuite que l'adhésion à un usage politique de la violence passe, au plan microsocial, par l'intériorisation du paradigme de l'autodéfense plutôt que par une approche stratégique de celle-là, convoquant les tactiques de l'action-répression-action ou de l'usure de l'adversaire.

## Présentation de l'enquête

L'analyse que nous développons s'appuie sur une enquête réalisée au Pays basque (*Hegoalde* et *Iparralde*) entre mars 2016 et juillet 2020. Elle nous a permis de nous entretenir avec soixante-huit militants impliqués dans deux organisations illégales (cinquante-six dans ETA et douze dans IK) engagées dans le conflit basque depuis les années 1960 jusqu'à la dissolution d'ETA. Les personnes ont été contactées soit de façon directe, soit par la méthode « boule de neige<sup>13</sup> ». La plus jeune avait 34 ans et le plus âgé 77 ans au moment de l'entretien. Elles ont été enregistrées et leurs propos intégralement retranscrits. Les entretiens ont duré entre trente-deux minutes et quatre heures, avec une moyenne de quatre-vingt une minutes par entretien. Ils ont été réalisés en français ou en castillan (l'auteure n'étant pas bascophone) et en face à face (excepté pour un cas, en vidéo-conférence). Trois personnes très éloignées

12. Il s'agit des dix-huit volumes des *Documentos Y*, dans lesquels se trouve une large part de la propagande, des documents internes et des bulletins publiés par ETA des origines jusqu'à 1977 (Equipo Hordago, *Documentos Y*, 18 vol., San Sébastian, Hordago, 1979).

13. Laperrière A., « Les critères de scientificité des méthodes qualitatives », in Poupart J. et al. (dir.), *La Recherche qualitative : enjeux épistémologiques et méthodologiques*, Boucherville, éd. Gaëtan Morin, 1997. Dans ce type de terrain, il s'avère quasiment impossible de procéder à une sélection des enquêtés par âge et par sexe, les opportunités de contacts étant aléatoires (voir Grojean O., « Les aléas d'un terrain comme révélateurs de sa structuration ». *Gestion et objectivation d'une relation d'enquête sur une mouvance radicale et transnationale* », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 17, n°4, 2010, pp. 63-76). Précisons, si nécessaire, que tous les militants rencontrés ont mené des actions clandestines.

géographiquement ont répondu par écrit. Parmi les personnes rencontrées, les cadres et les porte-paroles des organisations avaient une propension et une facilité plus grandes à accepter les entretiens. Dans la plupart des cas, les personnes témoignaient pour la première fois. On peut s'interroger sur les raisons qui les y ont poussées. La confiance et le crédit accordés à nos intermédiaires – le plus souvent ex-membres des organisations étudiées – ainsi que la forme d'engagement moral qui unit les membres de ce type d'organisations ont levé les barrières et permis que nous puissions rencontrer ce nombre non négligeable de militants. De ce point de vue, l'appréciation par les « intermédiaires » de la pertinence du travail mené et des questions posées a joué un rôle notable dans l'avancée de l'enquête. Au-delà de la loyauté à l'égard de nos intermédiaires, les enquêtés souhaitaient également pouvoir présenter « leur » point de vue et « leur » version d'une histoire de lutte qui n'a nullement été présentée sous un jour favorable dans le discours public dominant <sup>14</sup>.

Le choix des organisations illégales étudiées tient à l'importance qu'elles ont revêtu dans le conflit en *Hegoalde* (ETA) et *Iparralde* (IK). À la différence d'IK, ETA a fait le choix de recourir aux assassinats politiques, ce qui introduit une distinction notable entre l'organisation du sud et celle du nord, au-delà de leurs différences en termes d'effectifs et de durée de vie. IK s'est constituée comme une dissidence de l'organisation du sud, jugée par ces militants trop peu encline à s'intéresser à la spécificité de la situation des provinces basques du nord <sup>15</sup>. La collecte de données primaires a été complétée par une étude systématique des documents écrits publiés par les groupes étudiés.

Le recueil de données primaires présente toutefois une difficulté méthodologique propre à toute enquête rétrospective : l'« illusion biographique » qui veut que l'individu retrace *a posteriori* et de façon linéaire son parcours de vie <sup>16</sup>. Quelle que soit la méthode d'investigation utilisée <sup>17</sup>, l'enquête rétrospective demeure tributaire d'effets de mémoire, peu contrôlables dans le cas des entretiens. Néanmoins, non seulement elle est quasiment inévitable dans

- 
14. Nous avons abordé ailleurs le statut que l'on peut conférer à la parole des ex-militants de lutte clandestine, en défendant le fait qu'il n'y a pas lieu d'analyser ces discours en versant dans un « exceptionnalisme méthodologique » (voir Guibet Lafaye C., *Armes et principes. Éthique de l'engagement politique armé*, Paris, éd. du Croquant, 2019). En outre, l'enquête a commencé alors qu'ETA n'était pas dissoute, quoique ses actions armées aient pris fin en 2011. Les militants rencontrés étaient pour la plupart désengagés, mais pas tous. De ce fait, il n'est pas exclusivement question, dans les récits recueillis, de souvenirs et de récits *a posteriori*.
  15. Si nombre de militants du Nord ont aidé ceux du Sud avant la création d'IK, les groupes agissent ensuite de façon parallèle et plutôt indépendante. À l'exception de l'un d'entre eux, peu de militants d'IK s'autorisent une critique ouverte d'ETA. Une forme de respect réciproque des luttes menées existe de chaque côté de la frontière.
  16. Bourdieu P., « L'illusion biographique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°62/63, juin 1986, p. 69 ; Descamps F., *L'Historien, l'archiviste et le magnétophone. De la constitution de la source orale à son exploitation*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2001.
  17. Auriat N., *Les Défaillances de la mémoire humaine. Aspects cognitifs des enquêtes rétrospectives*, Paris, PUF-INED, 1996.

l'étude de la participation à des organisations clandestines mais tout discours sur la réalité, qu'il revienne sur le passé ou non, véhicule des effets de reconstruction auxquels le sociologue se voit inévitablement confronté<sup>18</sup>. Tout en nous appuyant sur ces récits, nous garderons à l'esprit qu'ils constituent des reconstructions typiques *a posteriori* de souvenirs ou d'événements dans le cadre desquelles l'enquêté comme l'enquêteur sont tentés « de dégager une logique à la fois rétrospective et prospective », d'établir « des relations intelligibles, comme celle de l'effet à la cause efficiente ou finale, entre les états successifs, ainsi constitués en *étapes* d'un développement nécessaire<sup>19</sup> ». Sous réserve de tenir compte de ce biais, les reconstructions biographiques demeurent néanmoins précieuses pour appréhender les représentations et perceptions qu'ont les acteurs de leur environnement et du monde social, leurs définitions des coûts et des avantages de la participation politique ainsi que de certaines méthodes d'action, leur socialisation politique, de même que la dynamique de production et de maintien d'une identité collective. En outre, considérer que la parole revenant sur le passé est dénuée de valeur revient à se méprendre sur la méthodologie qualitative qui n'a pas pour visée le recueil d'informations opérationnelles<sup>20</sup>, mais en l'occurrence la reconstruction des représentations du monde et des univers de significations.

L'enquête que nous avons menée échappe enfin à plusieurs des travers propres aux travaux sur les organisations déclarées terroristes : non seulement elle a permis une collecte de données primaires plutôt rares dans le domaine<sup>21</sup>, mais elle a mobilisé un cadre d'analyse indépendant<sup>22</sup>. Seuls des entretiens semi-directifs permettent de comprendre la signification associée à l'expérience de chaque individu et la façon dont ce sens affecte la motivation à agir, à se mobiliser<sup>23</sup>. Nous avons privilégié une méthode semi-directive plutôt que des entretiens non directifs, réduisant ainsi le champ des biais interprétatifs et des inférences discutables<sup>24</sup>. Si la question de la représentativité peut ici se poser comme dans toute enquête qualitative, *a fortiori* avec d'anciens membres clandestins, nous avons tenté de corriger ce biais en diversifiant autant

18. Descamps F., *L'Historien, l'archiviste et le magnétophone...*, *op. cit.*

19. Bourdieu P., « L'illusion biographique », *op. cit.*

20. Horgan J., "Interviewing the terrorists: reflections on fieldwork and implications for psychological research", *Behavioral Sciences of Terrorism and Political Aggression*, 2011, iFirst Article, pp. 8-9.

21. Voir Silke A., "The devil you know: Continuing problems with research on terrorism", *Terrorism and Political Violence*, vol. 13, 2001, p. 6 ; Lum C., L. W. Kennedy, Sherley A., "Are counter-terrorism strategies effective? The results of the Campbell Systematic Review on counter-terrorism evaluation research", *Journal of Experimental Criminology*, vol. 2, 2006, pp. 489-516.

22. Voir Brannan D. W., Eslermet P. F., Anders Strindberg N. T., "Talking to 'terrorists': Towards an independent analytic framework for the study of violent substate activism", *Studies in Conflict and Terrorism*, vol. 24, 2001, pp. 3-24.

23. Horgan J., "Interviewing the terrorists...", *op. cit.*, p. 5.

24. Voir Dolnik A., "Conducting Field Research on Terrorism: a Brief Primer", *Perspectives on Terrorism*, vol. 5, n°2, 2011, [www.terrorismanalysts.com/pt/index.php/pot/article/view/dolnik-conducting-field-research/html](http://www.terrorismanalysts.com/pt/index.php/pot/article/view/dolnik-conducting-field-research/html). Consulté le 17/12/2020.

que possible les origines géographiques et les générations d'acteurs qui ont rejoint les organisations. De même, les informations n'ont été retenues comme pertinentes pour l'analyse que lorsqu'elles ont été confirmées par plusieurs sources afin d'éviter le « biais de la rareté »<sup>25</sup>, c'est-à-dire la tendance à conférer plus de valeur et de signification à ce qu'il est difficile d'obtenir. Nous avons également privilégié la rencontre de militants clandestins « ordinaires » plutôt que de cadres, porte-paroles ou idéologues des groupes étudiés. En donnant la parole à ce type d'acteurs, nous avons tenté de contourner un biais propre aux travaux relatifs aux conflits entre États et organisations non gouvernementales qui consiste à privilégier les récits gouvernementaux<sup>26</sup>. Notre contribution en la matière vise à rééquilibrer cette tendance en ne privilégiant ni la lecture des autorités espagnoles ou françaises du conflit basque, ni la parole des « repentis » de la violence qui occupe l'espace public, en particulier en Espagne.

## Usages stratégiques de la violence politique

### *Qui est violent ?*

Les modèles rationalistes d'interprétation de la violence politique, fondés sur la théorie du choix rationnel, appréhendent cette dernière dans les jeux d'interaction entre les parties prenantes<sup>27</sup>, en tenant compte des limites d'informations de chacune et de leurs rapports de force. Envisagée comme un outil stratégique, la violence politique illégale est convoquée soit pour mobiliser des participants, soulever les masses, soit pour obtenir des concessions de la part de l'État<sup>28</sup>. Cette interprétation de la violence coïncide avec une appréhension politique – plutôt que culturelle – de cette dernière qui n'est pas simplement le reflet de l'adhésion à une idéologie – de type marxiste ou révolutionnaire – mais qui est induite par une grille de lecture de la réalité sociale. Cette lecture est commune aux deux groupes étudiés et perdure à travers le temps. Etan, acteur des dernières générations d'ETA, en témoigne sans détour :

« Nous, on considère que la situation actuelle au Pays basque, le fait que notre langue ne soit pas reconnue, notre histoire ne soit pas reconnue, notre histoire soit refoulée, qu'on n'ait pas cette possibilité de s'organiser, de décider quel destin on veut donner à notre ter-

25. *Ibid.* ; Horgan J., "Interviewing the terrorists: reflections on fieldwork and implications for psychological research", *Behavioral Sciences of Terrorism and Political Aggression*, 2011, iFirst Article, pp. 1-17.

26. Dolnik A., "Conducting Field Research on Terrorism...", *op. cit.*

27. Voir Deutsch K. W., "Game theory and politics", *Canadian Journal of Economics and Political Science*, vol. 20, n°1, 1954, pp. 76-83 ; Brannan et al., "Talking to 'terrorists'...", *op. cit.*, 2001.

28. Sanchez-Cuenca I., "Terrorism and the State", *op. cit.*, p. 382.

ritoire, le fait que le Pays basque soit divisé, une partie sous domination française, une partie sous domination espagnole, ça c'est le fruit d'une violence qui s'est produite dans l'histoire. De Gaulle lui-même disait que : "la France fut faite à coups d'épée". C'est une situation de violence sauf que cette situation de violence aujourd'hui a été intégrée dans un cadre légal qu'on dit immuable. Les limites des territoires des États-nations, la France ou l'Espagne, ou l'Europe, sont immuables et il y a une Constitution qui garantit cette unité. Et le fait qu'aujourd'hui cette unité, ce cadre légal soit maintenu par la violence, par une violence qui est légitime... Donc il y a deux possibilités : ou l'on accepte cette situation et on arrête de militer, ou alors on s'organise, on essaie de remettre en question ce cadre légal, on essaie de construire la légitimité de ce territoire pour rétablir un rapport de force avec cette légalité. Et ce qui est vrai c'est que ce rapport de force, à un moment, a poussé une partie de ce territoire, une partie de ces militants à faire usage de la violence, parce que c'était la seule possibilité qui était offerte.[...]. C'était le cas dans les années 1960 au Pays basque sud : il faut pas oublier que c'était une dictature. Dans le cadre de cette dictature, les partis politiques étaient interdits, les réunions étaient interdites. Ça a été un choix qui s'est construit progressivement. La lutte armée n'a jamais été un but, mais a été un moyen, et ce moyen s'est déployé, s'est constitué, et a pris son envol. Mais ça a pas été quelque chose de réfléchi, de mûri. Ça a plus été un enchaînement de faits qui a fait de ce moyen de lutte le lien important dans la construction d'un mouvement de libération nationale et sociale au Pays basque sud. Au Pays basque nord, cette construction s'est traduite différemment mais il faut pas oublier que dans les années 1970-1974, il y a eu des interdictions des partis politiques. Le parti politique *Enbata* avait été interdit en Pays basque nord. À l'époque, il y avait pas de violence politique en Pays basque nord. Face à une violence de l'État, face à une incapacité des institutions et de l'État à prendre en considération des revendications qui étaient portées par une partie non négligeable de ce territoire, la décision a été prise d'établir un rapport de force avec l'État en utilisant le moyen qui est utilisé par l'État pour le contraindre à s'asseoir autour d'une table et à régler politiquement ou démocratiquement ces revendications.

L'utilisation de la violence par le mouvement militant, je l'inscris dans ce registre. Cette violence politique a permis – comment dire – à une partie de ce territoire de se relever, à une partie qui était humiliée, qui était stigmatisée de récupérer un peu la fierté et de se dire : "on est debout. On va pas se laisser faire". Donc ça a permis de raviver la flamme dans ce territoire, pas dans un registre identitaire mais dans un registre qui résidait plus dans une volonté d'habiter ce terri-

toire, de se réapproprié ce territoire [...] culturellement, économiquement, linguistiquement, socialement, politiquement, [et] pas dans une logique d'exclusion mais dans une logique d'inclusion. En considérant que tous ceux et celles qui y vivent [...] peuvent et doivent faire partie de la construction ou de ce processus qui a vocation à construire un destin commun, un destin commun à tous ceux et celles qui veulent y participer. Et c'est dans ce registre-là que cet usage a été inscrit. C'était dans un rapport de force avec les États, avec les États et avec le système économique et politique qui régissait à l'époque <sup>29</sup>. »

Loin de traduire une culture viriliste fondée sur des rapports interpersonnels marqués par la violence, cette lecture de la fonction de la lutte armée se justifie par une interprétation de la violence structurelle comme caractéristique des sociétés occidentales. Etan est issu d'une famille abertzale (*i.e.* patriote) très militante et fortement engagée auprès d'ETA. Il est militant abertzale depuis sa jeunesse, et aux prises avec la justice pour son engagement militant lorsque nous le rencontrons. Questionné sur ce qu'est la violence, Etan se livre immédiatement à des considérations qui font écho aux thèses proposées par Johan Galtung <sup>30</sup> :

« Je pense qu'il faut laisser de côté le discours moralisateur. Je dirais pas que tout est violence dans une vie mais on est entouré de violence, en tout cas aujourd'hui [...]. D'abord la violence du système capitaliste, la violence du système, de mode ou d'une vision patriarcale. On parle pas qu'en France chaque année, il y a des dizaines et des dizaines de femmes qui sont tuées par une violence qui est issue d'un héritage qui n'a pas encore été dépassé. Je dirais pas qu'il y a de la violence partout mais en tout cas la violence est intrinsèquement liée à un système qui est aujourd'hui... qui soi-disant n'a pas d'alternative possible que ce soit au niveau économique, au niveau social, au niveau du genre, au niveau de la discrimination envers les étrangers. Ça, c'est une véritable violence et pas seulement une violence psychologique mais une véritable violence structurelle et une violence brute aussi. La manière dont on parle de la question des immigrés : là récemment, le bateau qui se trouve entre la Sicile et Malte à la dérive avec des centaines de personnes à bord <sup>31</sup>, ça c'est une violence qui est produite par le système occidental vis-à-vis de l'Afrique, etc. Notre richesse, notre niveau de vie reposent sur une exploitation de ces territoires, une exploitation qui a eu lieu à une

29. Entretien réalisé avec Etan en français, le 24/05/2018.

30. Galtung J., "Violence, Peace and Peace Research", *Journal of Peace Research*, vol. 6, n°3, 1969, pp. 167-191.

31. Allusion à l'Aquarius dont l'amerrissage a été refusé par plusieurs États européens.

certaine époque mais qui existe toujours aujourd'hui. [...] Après, les conséquences de cette exploitation, le fait que ces gens-là se retrouvent plus ou moins chassés de leur territoire et se trouvent à la dérive dans la mer, ça c'est inconcevable pour nous, qu'on puisse pas les accueillir. Tout ça c'est de la violence <sup>32</sup>. »

Se trouve ici convoquée la figure de « l'accusation des accusateurs <sup>33</sup> », qui permet de faire un pas de côté à l'égard de la légalité, dans une perspective où le « cadre légal » cristallisant un *statu quo* est considéré comme « maintenu par une violence légitime ». L'accusation consiste en l'occurrence à attirer l'attention sur les mobiles de ceux qui condamnent les organisations dites terroristes. Le discours conteste alors la légitimité de ces derniers. Le paradigme de l'inversion de l'origine de la violence joue un rôle central, comme le rappelle la référence systématique au contexte franquiste des années 1970-1980 par les ex-militants d'ETA. L'infraction à la loi est considérée comme une réaction à des institutions partiales, inadaptées voire vicieuses.

Interrogés sur la manière dont ils qualifient la violence, les militants placent la violence structurelle en deuxième position (N = 16 ; voir Tableau 1). Elle est considérée comme étant inhérente aux rapports sociaux voire à la nature humaine, ou caractéristique des sociétés contemporaines <sup>34</sup>. On pourrait cumuler les réponses désignant la violence du pouvoir et de la domination, également consubstantiels aux rapports sociaux (N = 8). Cette interprétation de la violence manifeste une adhésion à des grilles de lecture caractéristiques des groupes révolutionnaires et de libération nationale <sup>35</sup>, s'inspirant des thèses développées par Johan Galtung <sup>36</sup>. Il est bien question d'une violence qui n'est pas intentionnellement produite ni directement imputable à un acteur en particulier <sup>37</sup>, en ce sens que « la violence est présente lorsque des êtres humains sont influencés, de telle sorte que leurs réalisations somatiques et mentales actuelles sont inférieures à leur réalisation potentielle <sup>38</sup> ». On parle alors légitimement de violence lorsqu'advient quelque chose qui était évitable et que dénonce, par exemple, Etan.

---

32. Entretien réalisé avec Etan, le 24/05/2018.

33. Matza D., *Delinquency and drift*, New York, Wiley, 1964.

34. Nous avons distingué onze catégories à travers lesquelles peuvent se distribuer les réponses recueillies à la question de ce qu'est la violence. Au-delà des distinctions conceptuelles entre violence physique et violence symbolique, les catégories figurant dans le tableau émanent de la récurrence des thématiques correspondantes dans le discours des enquêtés. L'entrée « plurielle » désigne la réponse exprimant qu'« il y a beaucoup de formes de violence » (Isabella, ETA).

35. Guibet Lafaye C., *Armes et principes. Éthique de l'engagement politique armé*, op. cit.

36. Galtung J., "Violence, Peace and Peace Research", op. cit.

37. Voir Thomas C., "Why don't we talk about 'violence' in International Relations?", *Review of International Studies*, vol. 37, n°4, 2011, p. 1829.

38. Galtung J., "Violence, Peace and Peace Research", op. cit., p. 168.

Tableau 1 : Qualification de la violence par les militants

<i>Types de violence</i>	<i>Occurrences</i>	<i>Total</i>
Violence physique	4	9
Contrainte	5	
Violence sociale (rapports sociaux)	3	<b>16</b>
Violence structurelle	<b>13</b>	
Violence du pouvoir/ domination	8	8
Violence d'État	4	5
Violence policière	1	
Réaction	<b>11</b>	<b>20</b>
Outil de défense	<b>9</b>	
Rupture du dialogue	1	1
Violence symbolique	1	1
Plurielle	6	6
NP	2	2
Total	68	68

Lorsque les acteurs des luttes politiques armées du Pays basque sont interrogés sur « la violence » (en général), la plupart gardent à l'esprit leur appartenance passée à une organisation illégale. Dès lors, la réponse qu'ils proposent spontanément est celle de la violence comme réaction ou comme outil de défense (Tableau 1), c'est-à-dire une interprétation politique de sa mise en œuvre. S'exprime ainsi un paradigme des interprétations de la violence dans les mouvements de libération nationale et de guérillas d'extrême gauche inspiré de l'héritage fanonien<sup>39</sup>. Le paradigme de la libération nationale qui a très fortement marqué théoriquement les générations engagées dans les années 1970 est toujours vivace dans les représentations des militants les plus jeunes qui persistent à revendiquer la « libération » du Pays basque d'une forme de colonialisme hispanique. La persistance de ce paradigme s'explique notamment par la pérennité des méthodes de répression, notamment de torture et de violation des droits humains, employées en Espagne jusqu'à la fin des années 2000. La similitude des réponses à la question de la violence chez les militants

39. Voir Fanon F., *Les Damnés de la terre* [1961], Paris, Gallimard, 1991 ; Guibet Lafaye C., *Conflit au Pays basque : regards des militants illégaux*, Bruxelles, Peter Lang, 2020.

contribue à nuancer voire à remettre en question la théorie d'un surcroît d'agressivité chez les hommes <sup>40</sup>, y compris lorsqu'ils ont été impliqués dans la lutte armée.

Le très faible nombre de références à la violence policière ou à la violence d'État – eu égard à ce que l'on constaterait pour les groupes d'extrême gauche <sup>41</sup> – peut surprendre, en particulier si l'on songe aux contextes répressifs au sein desquels ETA a évolué. En effet, les anciens membres d'ETA qui ont participé ou soutenu des actes de violence ont systématiquement été victimes – directement ou indirectement – de la violence d'État, qu'il s'agisse de la répression policière, de la torture (notamment sexuelle), des attaques ou des meurtres commis par des paramilitaires d'extrême droite <sup>42</sup>. Cette euphémisation confirme encore la prégnance de la lecture structurelle de la violence sociale qui, tout en retournant la responsabilité de l'origine de la violence, ne l'impute pas tant aux appareils répressifs institués (police, justice) qu'aux structures sociales en tant que telles.

Le cadrage cognitif consistant, lorsque l'on parle de violence, à déplacer l'attention de l'accusation de terrorisme vers une lecture structurelle et politique de celle-là se perçoit en particulier à travers la mobilisation de la rhétorique de l'inversion de l'origine de la violence. S'il est toujours délicat d'établir une généalogie de la violence dans un conflit politique armé afin d'identifier un mouvement initial contre lequel un autre naîtrait en réaction <sup>43</sup>, la référence à la « contre-violence » constitue un paradigme normatif de légitimation de la violence politique illégale. Attribuer une responsabilité première à l'autre participe d'une stratégie de légitimation qui permet de se poser en victime réagissant à une attaque, *a fortiori* dans la justification du recours à la violence, toujours présentée comme une « contre-violence » légitime. Elle autorise à penser ses propres actions comme relevant de l'« auto-défense », de la « réaction », de la « résistance ».

Ainsi la lecture du contexte sociopolitique en *Hegoalde* et en *Iparralde*, et le cadrage des politiques gouvernementales depuis la transition (non-épuration des institutions politiques, judiciaires, policières, recours à des groupes paramilitaires) reposent sur le paradigme de l'inversion de l'origine de la violence et l'« accusation des accusateurs <sup>44</sup> ». Il est mobilisé dans cinquante-neuf

---

40. Voir Reinaras F., « Who are the terrorists? Analyzing changes in sociological profile among members of ETA », *Studies in Conflict and Terrorism*, vol. 27, n°6, 2004, p. 467.

41. Voir Guibet Lafaye C., « Légitimer, rationaliser, expliquer la violence politique. Rationaliser la violence politique », *Sociologie et sociétés*, Presses de l'Université de Montréal, Canada, 2017.

42. Hamilton C., *Women and ETA: The Gender Politics of Radical Basque Nationalism*, Manchester, Manchester University Press, 2007, p. 15.

43. Voir Sommier I., *La Violence révolutionnaire*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008.

44. Sykes G., David M., « Techniques of Neutralization: A Theory of Delinquency », *American Sociological Review*, vol. 22, n°6, 1957, pp. 664-670.

des soixante-huit discours recueillis. Cette construction du sens est fondamentale car l'action collective se nourrit d'une élaboration théorique<sup>45</sup> et d'un « cadrage » tissé de sentiments d'injustice et d'illégitimité, plaçant à l'origine des processus la violence de l'adversaire. Le double procès de Burgos<sup>46</sup> – surtout celui de septembre 1975 qui se solde par l'exécution de Jon Paredes dit « Txiki », de Angel Otaegi et des trois membres du FRAP, alors que Franco est mourant – est investi de cette fonction d'acte inaugural d'une violence politique d'État inacceptable.

La clôture du dialogue politique, l'absence d'opportunités politiques et de reconnaissance des minorités sont à leur paroxysme sous la dictature franquiste ; la répression de toute revendication d'autonomie et les discriminations à l'encontre des Basques sont légion. Les circonstances de la prise du pouvoir par Franco, en particulier, légitiment à leurs yeux le recours à des moyens comparables contre un régime qui se distingue par sa brutalité<sup>47</sup> ainsi que le souligne Julien (ETA) : « on parle d'un État gouverné par un putschiste qui a renversé la légalité. Donc pourquoi pas poser la confrontation dans les mêmes termes<sup>48</sup> ? » La conversion d'une violence jugée illégitime, perçue comme brutale, voire illégale (coup d'État) en un pouvoir ultérieurement légitime devient un argument majeur de récusation de la légitimité politique instituée et du monopole de la violence légitime de l'État.

De même, la répression confère un substrat empirique crédible à l'argument de l'inversion de l'origine de la violence. Durant la période franquiste, un sentiment d'inéluctabilité du recours à la violence était largement partagé puisque le régime était lui-même violent. Ce faisant, ETA a acquis une crédibilité remarquable en tant que collectif apparemment le plus efficace contre la violence d'État, y compris dans un contexte de très forte répression. Ainsi, la réponse de Frédéric<sup>49</sup> à ce qu'est la violence lui permet de préciser le sens de la lutte armée à partir d'une inversion de l'origine de cette dernière :

« La violence, moi, je relie ça à l'oppression, à l'oppression, la répression, c'est ça la violence. La violence policière ou la violence des riches qui profitent de tout et qui... n'en ont rien à faire des travailleurs, des gens qu'ils mettent au chômage, etc. C'est ça la violence. La violence, c'est quelque chose qui oppresse, qui vous asservit, qui vous lie. C'est ça la violence. La lutte, et la lutte armée, c'est

45. Benford R. D., Snow D. A., "Framing Processes and Social Movements: An Overview and Assessment", *Annual Review of Sociology*, vol. 26, 2000, pp. 611-639.

46. Lors du premier procès de Burgos, le 3 décembre 1970, seize membres d'ETA sont jugés. Le second procès de Burgos a lieu en septembre 1975.

47. Voir Reinares F., *Patriotas de la Muerte, Quiénes han militado en ETA y por qué*, op. cit., p. 89.

48. Entretien avec Julien réalisé le 17/10/2017.

49. Frédéric s'est engagé dans IK dans les années 1970.

pour la libération. C'est l'opposé. Mais ceux qui sont au pouvoir utilisent bien entendu... ces mots-là, ce vocabulaire. Ils le choisissent. C'est pas pour rien que les nazis appelaient les résistants des terroristes. Ça a pas changé tout ça. C'est le même mécanisme. Les gens qui sont au pouvoir et qui refusent toute lutte de libération... Oui. Il faut faire attention aux mots qu'on utilise pour qualifier, pour définir certaines situations, certaines positions. Éviter de faire des amalgames. [...] Dans le vocabulaire utilisé, les mots qui sont employés ici aussi – au Nord mais surtout au Sud où ils ont une autre histoire par rapport à ça, surtout récente – ils ont subi l'influence de la propagande. Dans l'État espagnol, ça a été terrible – parce qu'il y a aussi des erreurs qui ont été faites au Pays basque sud, et qui ont été utilisées par le pouvoir espagnol pour retourner l'opinion contre les "terroristes", la "bande terroriste", la violence, etc. Alors que la torture existe. Et ça, c'est pas la violence, vous voyez <sup>50</sup> ? »

La conceptualisation de la lutte armée comme réponse à une violence antérieure et son inscription dans un horizon normatif supérieur signifient aussi, dans le cas de conflits armés ouverts, lutter pour que cesse la guerre, conformément à l'idée que les armes ne sont qu'un « moyen » dans une stratégie politique.

### *La violence politique comme outil stratégique ?*

En sciences sociales, des modèles explicatifs de la violence politique tendent « à considérer qu'elle [a] sa place dans les calculs et les stratégies des acteurs parties prenantes d'un conflit, ou bien [...] qu'elle [vient] traduire une insuffisante intégration des acteurs dans un système <sup>51</sup> ». Quelle pertinence ces modèles ont-ils dans le cadre du plus vieux conflit qu'a connu l'Europe occidentale ? L'enquête menée permet d'établir, à la lumière d'un recueil de données primaires, un singulier contraste entre ce qu'enseignent les niveaux d'analyse mésosocial et microsocal. Il est indéniable que sur le plan méso-organisationnel et pour les théoriciens des mouvements clandestins l'interprétation stratégique est au cœur des textes publiés <sup>52</sup> ainsi que des discours, comme en témoigne ici un « politique » d'IK :

50. Entretien réalisé avec Frédéric, le 11/06/2017.

51. Wieviorka M., « Le nouveau paradigme de la violence (Partie 1) », *Cultures & Conflits*, n°29-30, 1998, pp. 9-23.

52. Voir Argala dans le n°69 de *Zutik* qui fait explicitement le lien entre la stratégie de la guerre d'usure et le déclin des mobilisations pro-amnistie : « Après la marche pour la liberté et les dernières manifestations pour l'amnistie, les mobilisations populaires se sont effondrées et les masses se sont converties d'acteurs en spectateurs au sein du jeu parlementaire », *Zutik*, n°69, 1977, cité in Landa J. (dir.), *Euskal Herria y la Libertad*, Tafalla, Txalaparta, 1995. ETA invoque la passivité du peuple basque – qui d'acteur est devenu spectateur – pour justifier le lancement de ses actions armées.

« [la violence] c'est un moyen. C'est d'abord un échec de fonctionnement démocratique. Pour moi, c'est ça. À partir du moment où vous êtes amené à utiliser une forme de violence ou la violence, c'est que quelque chose n'a pas marché dans le fonctionnement démocratique d'un État parce qu'il n'y a aucune raison d'utiliser la violence dans une démocratie et une légalité... qui vont de pair. Il n'y a aucune raison. Ensuite venant de notre part, c'était un moyen, c'était un moyen de conscientisation. Même nous, une grosse charge qui fait tomber tout l'immeuble de promotion immobilière... Ils recommenceront, s'ils ont envie de recommencer. C'est fait pour marquer les esprits, pour faire un peu peur à ceux-là et pour conscientiser ou essayer de conscientiser les gens en disant : voilà, on n'a pas fait ça par plaisir mais on a fait ça parce qu'à ce moment-là, il n'y avait aucun moyen d'enrayer ça. Il n'y avait aucun moyen parce que le mouvement abertzale n'était pas vraiment fort et ne l'est toujours pas... Si le mouvement abertzale, ayant une plus grande assise sociale, sociétale à l'époque, avait pu enrayer ça, je sais pas, par des moyens juridiques, par des blocages... par la non-utilisation de moyens armés, c'est mieux. Un jour, j'avais répondu à Bruguère, le juge Bruguère, qui m'a demandé : "qu'est-ce qui vous convaincrerait d'arrêter la lutte clandestine ?" Je lui avais répondu : "Le fait qu'il n'y ait aucune raison qu'elle n'existe. Le but d'IK – il avait été très surpris – c'est de faire en sorte qu'il n'ait pas besoin d'exister". C'est une argumentation un peu ampoulée. Le but d'une organisation comme IK c'était de faire en sorte qu'il n'ait pas besoin d'en arriver à utiliser les moyens de la violence clandestine <sup>53</sup>. »

Du côté d'ETA, la cinquième assemblée, organisée par Txillardegui et d'autres membres d'*Ekin* <sup>54</sup> s'est tenue en décembre 1966 <sup>55</sup>. Elle constitue un tournant quant au rôle conféré à la violence politique au sein de l'organisation. Les membres d'*Ekin* qui l'ont initiée défendent la théorie de la spirale de la violence et reprochent aux nouveaux membres venus de gauche d'ignorer que la violence stratégique contribuera à alimenter un soulèvement populaire. Ils les accusent d'être de simples partisans de réformes mineures plutôt que d'une véritable révolution. Jusqu'à la cinquième assemblée, la lutte armée menée par ETA était sporadique et acceptée au nom des thèses défendues par le Che, Mao et Fanon <sup>56</sup>. Après, les tenants de la théorie de la spirale de la violence

53. Entretien réalisé avec Alexis, le 13/06/2017. Alexis participe à IK à partir de 1982 et a relativement peu subi la répression notamment parce qu'il ne participait pas aux commandos d'IK.

54. *Ekin* est le bulletin intérieur du groupe d'étudiants qui était à l'origine d'ETA et qui s'est d'abord réuni à Bilbao en 1952. *Ekin* signifie « faire ».

55. Sur la chronologie des étapes marquantes d'ETA, nous renvoyons à Guibet Lafaye C., « Chronologies du conflit armé au Pays basque », 2020, archives ouvertes HAL. hal-02521454

56. Nuñez Astrain L. C., *Euskadi eta Askatasuna – Euskal Herria y la Libertad. De Ekin a ETA. 1952-1965*, tomes I et II, Tafalla, éd. Txalaparta, 1993, pp. 34-35.

prennent le dessus sur les anciennes générations, et nomment l'organisation ETA-V. Txabi Etxebarrieta, partisan à la fois de la lutte armée et des mobilisations ouvrières, introduit, dans une réunion ultérieure à la cinquième assemblée, une théorie hybride combinant celle de la violence révolutionnaire et une théorie marxiste des alliances de classes<sup>57</sup>. Il réaffirme la subordination de la violence politique à l'action politico-sociale :

« Notre action ne doit pas être confondue avec notre activisme. Nos actions violentes ne sont *qu'une partie* de notre action. Notre action réside dans l'ensemble de l'offensive politique que nous avons développée à travers *Batasun Eguna*, les tirages massifs de propagande que nous avons réalisés (nous dépassons de 540 % les tirages réalisés en un an [...]), notre participation dans les comités ouvriers, l'impulsion forte que nous avons donnée aux "Tables de la culture", etc. Notre action est globale (quatre fronts) ; nous considérons les actions violentes comme une partie inséparable de notre stratégie, parce que nous sommes des révolutionnaires ; néanmoins nous sommes conscients que les actions violentes ne sont qu'une partie de cette stratégie, mais pas la plus importante en ce moment<sup>58</sup>. »

Or, lorsque l'on interroge les « militants ordinaires » d'ETA et d'IK plutôt que leurs seuls cadres, on peine à déceler une réappropriation de cette interprétation de la violence politique. On constate au contraire des processus de subjectivation de la violence autour de la notion d'auto-défense et de préservation de soi, comme nous le verrons dans la seconde partie de l'article. Sur le plan individuel et microsocial, le cadrage cognitif s'opère d'abord à travers une réappropriation de la lutte armée sous une modalité euphémisante de l'autodéfense qui autorise une autojustification du recours à la lutte armée à partir d'inversion de l'origine de la violence qui, dans le cas du rapport Basques/État espagnol, passe sans peine l'épreuve des faits. Cette réappropriation de la violence exercée par l'organisation d'appartenance se double aussi d'une subordination, dans l'interprétation de la violence, de sa forme physique au profit de sa dimension sociale et structurelle – c'est-à-dire une secondarisation de la violence avec un visage, commise par un auteur en réaction à une violence sans auteur, latente, diffuse mais inhérente au système social, sans responsable apparent bien qu'une certaine responsabilité soit imputée aux gouvernants.

Le fait que parmi les discours recueillis, le contexte stratégique d'un rapport de force entre un État central et une minorité ne soit évoqué qu'à onze reprises témoigne d'une certaine relégation de la lecture stratégique du recours

57. Pour une présentation synthétique de cette théorie, voir Unzueta J. L., *Los nietos de la IRA. Nacionalismo y violencia en el País Vasco*, Madrid, éd. El País Aguilar, 1988, pp. 147-171.

58. Etxebarrieta T., « Con motivo del Aberri Eguna de 1968 », *Punto y Hora de Euskal Herria*, n°518, juin 1988.

à la violence politique <sup>59</sup>. Dix-neuf entretiens révèlent une lecture de la violence politique ou de la lutte armée comme un instrument (N = 3), un outil (N = 5) <sup>60</sup>, un moyen (N = 14). Cette vision est partagée aussi bien par les partisans d'ETA-politico-militaire, tel Franck, que d'ETA-militaire, tel Ekaitz, les deux ayant participé aux commandos de chacune des organisations, respectivement dans les années 1970 et 1980 :

« C'est un moyen de générer une dissuasion suffisante pour parvenir à des objectifs. Et de mon point de vue, ça doit être le dernier moyen parce qu'on peut toujours parvenir à ses fins en parlant, en discutant, et par des moyens démocratiques, c'est toujours mieux que d'utiliser la violence. Mais je crois que c'est surtout l'État qui l'utilise <sup>61</sup>. » (Franck qui a explicitement pris ses distances avec ETA au sein de laquelle il s'est engagé dans sa jeunesse)

« Moi je pense que la lutte armée, c'était pas un but mais c'était un outil. Peut-être que c'est pas le mot non plus ; c'était un moyen de lutte qui pouvait être positif à un moment donné, pour avancer dans le processus de libération et qui pouvait ne pas l'être à un autre moment. Alors je pense que le cycle de la lutte armée c'est fini pour de nombreux motifs. Je trouve que c'est logique [qu'ETA ça soit fini]. On va faire les choses autrement. Ce qui n'est pas logique, c'est l'attitude de l'État espagnol et de l'État français <sup>62</sup>. »

La socialisation et la formation politiques reçues au sein du mouvement abertzale voire des groupes illégaux permettent aux acteurs d'avoir les idées très claires sur la fonction stratégique que peut avoir la violence politique <sup>63</sup>. Ce cadrage prend son sens dans une logique où la violence relève d'interactions entre acteurs capables d'en user sur un mode instrumental, qu'elle soit légale (répression) ou illégale, qu'elle soit le fait d'organisations clandestines ou paramilitaires. Dans ce cas, la violence est envisageable dans l'espace de la théorie des jeux ou dans celle des ensembles organisés. Elle est alors un élément virtuel ou actuel dans le fonctionnement et les transformations de systèmes sociétaux ou intersociétaux <sup>64</sup>. Dans ce cadre, on considère la rationalité des acteurs et le fait que leurs décisions, y compris celle d'user de la violence,

59. On notera le décalage entre le faible nombre d'occurrences de la violence comme outil dans un rapport de force (N = 11), dans les discours recueillis, avec le cadrage de la violence dans une logique d'action-répression-action.

60. Nous n'avons compté qu'une occurrence, lorsque les enquêtés désignaient alternativement la lutte armée comme un outil, un moyen, un instrument.

61. Entretien réalisé avec Franck en castillan, le 21/03/2018 (notre traduction).

62. Entretien réalisé avec Ekaitz en castillan, le 22/05/2018 (notre traduction).

63. Cette socialisation est, en général, antérieure à l'entrée dans l'organisation. Parmi les militants d'ETA rencontrés, trente-cinq avaient un engagement et une formation politiques antérieures, dix pour IK (voir Guibet Lafaye C., *Un Conflit au Pays basque...*, op. cit., tableau 24).

64. Voir Schelling T., *The Strategy of Conflict*, New York, Galaxy Book, 1963.

sont interdépendantes, dans une logique de parties prenantes où ce que fait l'une a une incidence sur ce que fait l'autre et ses décisions. La quatrième Assemblée d'ETA fait émerger le principe de « la spirale action-répression-action ». Il est théorisé par Zunbeltz en 1967 dans le texte *Hacia una estrategia revolucionaria vasca*<sup>65</sup>, et adopté officiellement en mars 1967, lors de la seconde partie de la cinquième Assemblée d'ETA. Il retrouve une actualité en 1974 avec la publication de *Fines y medios en la lucha de liberación nacional* de Zunbeltz et s'appuie sur l'idée suivante :

« À partir des années 1950, la violence exercée contre le peuple basque par les forces de répression espagnoles a été intégrée comme un autre élément du processus révolutionnaire basque. Les interdictions, les amendes, les personnes envoyées en exil, les tortures, les condamnations des tribunaux spéciaux, les contrôles massifs de la population, etc., permirent aux masses de prendre conscience de qui était leur ennemi<sup>66</sup>. »

Sur un autre mode mais dans une même logique d'interactions réciproques, l'exécution d'Angel Pascual Múgica, futur directeur de la centrale nucléaire de Lemoiz, le 5 mai 1982 à Begoña par ETA-m, dans un contexte où les manifestations contre ce projet ne sont pas entendues, a pour effet de suspendre le projet de construction de la centrale.

L'interdépendance de parties prenantes, qu'il s'agisse de l'État, des groupes clandestins ou de la mobilisation populaire, a été manifeste dans les processus de négociation avortés entre ETA, l'État espagnol et les médiateurs mobilisés (gouvernement algérien, organisations internationales), ainsi que dans les « jeux » de cessez-le-feu unilatéraux et de fin de trêve prononcés par ETA<sup>67</sup>. Entre janvier et mars 1989, des pourparlers ont eu lieu en Algérie entre le gouvernement espagnol et des représentants d'ETA. Pourtant, fin mars, le gouvernement espagnol a procédé à un déploiement de force ainsi qu'à des contrôles routiers renforcés au Pays basque. Il a surtout publié une déclaration où n'étaient pas respectés les points sur lesquels un accord avait été obtenu<sup>68</sup>. Le 4 avril 1989, ETA a publié un communiqué affirmant que les négociations d'Alger avaient été rompues par le gouvernement et a déclaré dix jours plus tard la rupture du cessez-le-feu ainsi que sa détermination à pour-

65. Zunbeltz (de) K., *Hacia una estrategia revolucionaria vasca*, Hendaye, 1968. Sur cette notion, voir Letamendia F., *Historia de Euskadi. El nacionalismo vasco y ETA*, Madrid, Ruedo Iberico, 1975, pp. 389-392.

66. Cité in Letamendia F., *Historia de Euskadi...*, *op. cit.*

67. Concernant le positionnement d'ETA face au déclin de la mobilisation populaire ou à son manque de succès, voir *supra* Zutik, n°69, 1977 et Sánchez-Cuenca Aguilar ("Terrorist Violence and Popular Mobilization..." , *op. cit.*) défendant la thèse selon laquelle le recours aux armes s'accroît lorsque la mobilisation populaire pour la cause décroît.

68. Voir *Euskadi Información*, n°60, 1989.

suivre la lutte sur « tous les fronts », y compris militaire, tant que le gouvernement espagnol ne reconnaîtrait pas les points d'accord obtenus à Alger <sup>69</sup>. De même, alors que le 8 décembre 1991, ETA s'affirmait disposée à décréter une trêve de deux mois « si le gouvernement espagnol » donnait « certaines garanties » et qu'un point d'accord mutuel était trouvé dans ce délai, le gouvernement espagnol a répondu que la seule possibilité de discussion avec ETA est d'« abandonner les armes et de cesser de tuer ». Dès lors, ETA a réaffirmé le rôle décisif de la lutte armée dans sa stratégie politique <sup>70</sup> et a fait exploser, le 6 février 1992, une voiture piégée au passage d'un véhicule militaire place de la Cruz Verde, à proximité de la capitainerie générale de l'armée à Madrid <sup>71</sup>. Cinq militaires ont été tués. Enfin, dans le cadre de la trêve illimitée ou « trêve unilatérale et indéfinie » entamée le 18 septembre par ETA, l'arrestation à Tarbes le 1<sup>er</sup> août 1999 de Joaquín Echeberría Lagisket, chargé des relations internationales d'ETA, a donné lieu à la publication par ETA le 26 août 1999 d'un communiqué annonçant que le dialogue avec le gouvernement était bloqué et la communication suspendue face au « manque de discernement de l'exécutif et à l'usage électoral qu'il a fait du maintien du contact » avec ETA.

Ce jeu d'interaction s'est également manifesté dans les phénomènes de concurrence entre organisations ou scissions d'ETA, lorsqu'une partie d'ETA-pm (*los Octavos*) a réaffirmé, le 22 février 1982, après la huitième assemblée d'ETA-pm, son engagement dans la lutte armée et a décidé de rompre la trêve déclarée par ETA-pm (voir *Resoluciones de la Asamblea VIII*, art. 3-4). Cette décision était motivée par le rejet du système de réinsertion des ex-militants clandestins.

Ces éléments historiques illustrent l'instrumentalisation de la violence au sein des relations entre acteurs. On peut alors considérer qu'elle relève de la communication <sup>72</sup> comme le reconnaissent certains des acteurs rencontrés, telle Laure avouant que « les actions politiques, ça se situe dans un cadre de propagande, et la propagande, elle s'adresse à l'État en face, mais elle s'adresse aussi aux gens ici, pour qu'ils aient une prise de conscience par rapport à ce qui se passe, qu'on fait pas n'importe quoi non plus dans ce pays ». Cette dimension communicationnelle est très présente dans l'esprit des acteurs d'ETA et d'IK. Elle motivait également l'ensemble des actions menées par ETA en amont de l'Exposition universelle de 1992 qui visaient à faire pression sur le gouvernement espagnol ainsi qu'à attirer l'attention internationale sur la situa-

69. *Ibid.*

70. « La lutte armée continue à être le facteur décisif dans l'usure de notre ennemi politique et l'élément déterminant lorsqu'il s'agit de rendre possible un contexte politique favorable à l'accumulation de forces autour de certains objectifs et conditions minimales qui garantissent l'avenir d'*Euskal Herria* en tant que peuple. » (*Barne Zirkularra*, décembre 1991).

71. « ETA causa una nueva matanza en Madrid. » (*El País*, 7/02/1992 ; [https://elpais.com/diario/1992/02/07/portada/697417203\\_850215.html](https://elpais.com/diario/1992/02/07/portada/697417203_850215.html)) Consulté le 17/12/2020.

72. Wiewiorka M., *Sociétés et terrorisme*, Paris, Fayard, 1988.

tion au Pays basque <sup>73</sup>. Dans ce jeu de communication, le gouvernement Aznar s'est particulièrement distingué en maintenant l'accusation à l'encontre d'ETA plusieurs jours après les explosions meurtrières de la gare d'Atocha (Madrid) le 11 mars 2004 <sup>74</sup>.

Si l'on revient aux éléments centraux de la théorie dite de la mobilisation des ressources <sup>75</sup>, selon laquelle la violence instrumentale peut être utilisée par un acteur pour tenter de pénétrer à l'intérieur d'un système de relations institutionnalisées, les militants clandestins ont clairement conscience de cette fonction et l'interprètent en termes d'outil, d'instrument ou de moyen. Ainsi, selon Etan :

« La lutte armée a toujours été un outil, n'a jamais été un but en soi. À la création, ETA n'était pas une organisation armée. C'était une organisation politique qui a fait le choix de la lutte armée. Pour moi, ça a toujours été une organisation politique... donc je pense que... Pour te donner une date... jusqu'à la fin des années 1990, je dirais même jusqu'à la fin des années 1980-début des années 1990, au Pays basque, il y avait une sorte de binôme qui fonctionnait : il y avait une lutte armée, une violence politique, et il y avait une force institutionnelle qui avançait plus ou moins parallèlement. L'organisation armée portait des coups à l'État, aux États et parallèlement le mouvement de libération nationale et sociale au Pays basque engrangeait de plus en plus de voix. À partir de ce moment-là, les États ont commencé à prendre la mesure de la présence, de l'existence de cette violence armée qui établissait un rapport de force avec les États. Il y a eu des hauts et des bas <sup>76</sup>. »

Cette voie est celle qu'ont voulu exploiter ETA et IK au plan macro-social, quand bien même les choix politiques du gouvernement espagnol ont produit une forclusion des opportunités politiques pour ETA, via une logique d'isolement de l'organisation clandestine par la signature d'un accord le 25 octobre 1979 (dit « *El abrazo de la Moncloa* ») avec le Parti nationaliste basque (PNV), la ratification le 12 janvier 1988 du pacte d'Ajuria Enea, ou encore l'« accord pour la normalisation et la pacification du Pays basque », signé par

73. Voir l'explosion simultanée de deux voitures piégées à Sant Quirze del Vallés (Barcelone) et à Llíria d'Amunt (Barcelone) le 19 mars 1992.

74. Voir Thouverez L., « "Mr Azn@r, parT" », *Amnis*, n°4, 2004, mis en ligne le 1<sup>er</sup> septembre 2004, <http://journals.openedition.org/amnis/710>. Consulté le 17/12/2020.

75. Tilly C., *From Mobilization to Revolution*, Londres, Addison-Wesley Publishing Company, 1978 ; Oberschall A., *Social Conflict and Social Movements*, Prentice Hall, Englewood Cliffs, 1972.

76. Entretien réalisé avec Etan, le 24/05/2018. Jovani (ETA), d'une génération bien antérieure puisqu'il s'est engagé dix ans plus tôt qu'Etan, à la fin des années 1980, en dirait autant. Ce type d'interprétation se trouve déjà chez les militants d'ETA-pm interrogés dans le cadre d'autres enquêtes (voir Reinares F., *Patriotas de la Muerte...*, *op. cit.*, p. 91).

l'ensemble des forces politiques basques et espagnoles à l'exclusion d'*Herri Batasuna*. Le pacte d'Ajuria Enea rejetait publiquement toute alliance avec des organisations soutenant l'action violente (telle *Herri Batasuna*) ou toute négociation avec des mouvements clandestins. La dernière pierre de cet édifice a été posée le 12 décembre 2000 avec la signature de l'« accord pour les libertés et contre le terrorisme » entre le parti populaire et le parti socialiste, et qui statue sur le rôle de la presse dans la lutte antiterroriste.

## Le paradigme de l'autodéfense

### *Autodéfense et survie*

*« La lutte armée, ce n'était pas une action offensive, c'était une action défensive. »*  
(Lauréline, ETA <sup>77</sup>)

*« Moi, j'ai pas fait ça parce que j'étais radical. J'ai fait ça pour un sens de survie. »*  
(Rémy, ETA <sup>78</sup>)

Comme nous l'avons vu, la violence politique est comprise comme un moyen, un outil, un instrument. Quelle est alors sa finalité ? Si ETA se définit jusqu'à sa dissolution comme une « organisation socialiste révolutionnaire basque de libération nationale » et IK comme un groupe de défense du peuple basque, notamment des travailleurs et des paysans ainsi que de la terre d'Iparralde, les militants récuse pour autant avoir imaginé obtenir l'indépendance par les armes, conscients de l'asymétrie du rapport de force entre les organisations clandestines et les deux États nationaux, ainsi que le soulignent les discours de Jovani, engagé dans ETA dans les années 1990, ou de Florian, militant d'IK à partir de 1983. Cet outil est moins pensé comme un vecteur de conquête que comme un moyen de défense (N = 10) ou une réaction à une violence institutionnelle originelle (N = 11). Nous avons précédemment analysé la réappropriation du discours organisationnel, de niveau méso-structurel, sur la violence politique comme instrument stratégique <sup>79</sup>. En revanche, celle-ci est plutôt interprétée par les acteurs comme une stratégie d'autodéfense ou une réaction à une violence d'État qui peut, dans certains cas, être

77. Entretien réalisé avec Lauréline, le 20/05/2018.

78. Entretien réalisé avec Rémy, le 13/06/2018. Rémy s'est engagé dans ETA à 22-23 ans dans les années 1983-1984.

79. La réappropriation de l'interprétation de la violence politique comme outil stratégique n'est pas exclusivement le fait des cadres d'IK rencontrés. Cette figure fait l'objet d'une réappropriation apparemment plus large chez les militants d'IK que d'ETA. L'adhésion des cadres ou des *liberados* d'ETA est plus difficile à mettre en évidence car si nous avons rencontré des militants ayant eu une importance historique dans ETA ou des responsabilités notables, nous n'avons pu nous entretenir avec des dirigeants historiques ou ultérieurs de l'organisation.

aussi symbolique. Parmi les réponses à la question de la violence, la catégorie présentant le plus grand nombre d'occurrences est celle de la défense réactive (N = 20), devant la violence structurelle (N = 16) (voir supra Tableau 1). Sur le plan microsocial et individuel, la violence est majoritairement considérée comme relevant d'un registre défensif plutôt qu'offensif, ce qui contribue à la rendre plus acceptable en première personne et face à un enquêteur. S'opère un processus de subjectivation à partir d'une réinterprétation du rapport à la violence, d'une violence subie (physique, symbolique, d'État) à une violence pensée comme défensive.

Sur le plan historique et idéologique, la pensée de Frantz Fanon <sup>80</sup> a été une source d'inspiration pour les mouvements ayant adopté la lutte armée au Pays basque. Ce cadre théorique pousse les acteurs à envisager la situation de la région sur le modèle des rapports entre État colonisateur et peuple colonisé, jusque dans les années 2000. Or, Fanon envisage la violence comme l'unique moyen pour le colonisé de se libérer d'un système colonial intrinsèquement violent, cette violence originelle faisant écho aux pratiques répressives qui se sont perpétuées en Espagne du franquisme à la fin des années 2000. Dans cette perspective, le colonisé ne doit pas attendre de se voir accorder sa liberté mais doit la conquérir lui-même, l'obtenir par la force, d'où l'usage des armes. La référence à la colonisation, fondée sur la dissymétrie de la domination, s'adosse à une représentation de la violence d'État comme instrument de subordination et de répression d'un peuple dominé. Le modèle de la colonisation ou de l'occupation est explicitement mentionné par au moins vingt membres des luttes armées abertzales du Pays basque <sup>81</sup>.

La prégnance du modèle de l'oppression colonialiste s'est affirmée au sein d'ETA avec le temps. En 1966 coexistait encore une pluralité d'opinions où se distinguaient une branche ouvriériste, souhaitant réconcilier libération nationale et révolution sociale, une branche nationaliste plus traditionnelle et un troisième courant de type tiers-mondiste <sup>82</sup>. Avec le temps, la branche tiers-mondiste de libération nationale a fini par s'affirmer et prévaloir sur un nationalisme basque classique. Si Sabino Arana, qui fut l'un des fondateurs du nationalisme basque, envisage déjà le Pays basque comme occupé par un État étranger, c'est à Federico Krutwig <sup>83</sup> que l'on doit le cadrage du combat mené dans la région, envisagé comme une lutte d'indépendance contre l'État colonial castillan.

80. Voir Fanon F., *Les Damnés de la terre*, *op. cit.*

81. Voir pour une traduction écrite concernant l'arrivée à Hernani de la Marche pro-amnistie (*Punto y Hora de Euskal Herria*, n°187-188, 7 août 1980, p. 9).

82. Voir Jauregui Bereciartu G., "National Identity and Political Violence in the Basque Country", *European Journal of Political Research*, vol. 14, n°5-6, 1986, p. 597 ; Tejerina B., "Protest Cycle, Political Violence and Social Movements in the Basque Country", *Nations and Nationalism*, vol. 7, n°1, 2001, pp. 39-57.

83. Krutwig F., *Vasconia*, Buenos Aires, Norbait, 1963.

De façon analogue, la lecture du rapport entre État français et peuple basque en termes de domination colonialiste permet, dans le contexte des années 1970, d'inscrire le combat mené en *Iparralde* dans le sillage des luttes de libération conduites en plusieurs points de la planète. La défaite infligée aux États-Unis par le peuple vietnamien, la résistance contre l'État français en Algérie dessinent un « cadre motivationnel » (*motivational framing*) suggérant aux acteurs basques la possibilité et la nécessité d'agir. Frédéric (IK) y fait référence au début de notre entretien (voir citation *supra*)<sup>84</sup>. L'expérience vietnamienne, en particulier, acquiert une valeur paradigmatique, non seulement au titre de modèle de lutte révolutionnaire et d'organisation sociopolitique, mais également dans la mesure où elle redonne sens et espérance aux minorités révolutionnaires. Elle nourrit un univers de sens transnational pour toutes les espérances révolutionnaires. Les luttes de libération dans le tiers-monde autorisent donc une construction de la signification et de la dichotomie « colonisateur *vs.* colonisés » au Pays basque, à partir de laquelle un schéma de combat et de résistance cohérent est produit.

L'action politique efficace est alors conçue comme une forme de guérilla, plutôt que comme un conflit armé ouvert. Cette représentation se nourrit de la conviction marxiste et fanonienne que l'on doit être l'auteur de sa propre émancipation. La nécessité de l'action s'impose alors face au diagnostic instituant l'État central en colonisateur, responsable de la situation de domination dans laquelle se trouve le peuple basque. Paul, interrogé sur ses objectifs concernant sa participation à IK, où il s'est engagé dans les années 1983-1984, est à ce propos très explicite :

« C'est la continuation de la lutte sous une autre forme, en tout cas toujours avec l'idée de réveiller les consciences ici, de montrer que l'État français n'est pas innocent dans ce qui nous est arrivé. Pour certains, quand tu leur parles de l'État oppresseur français, colonialiste, ça leur paraît fou. Si tu analyses bien c'est un pays colonisé quand même et l'État français a tout fait pour effacer ce qu'il y avait de basque en nous. [...] Mes parents, ils avaient interdiction de parler basque à la récréation. Ils étaient punis, il y avait un système de petits bâtons et tout ça. Le dernier qui se retrouvait... en plus c'était tordu parce que c'était entre eux : entre camarades, quand ils entendaient parler en basque, il le filait à un autre et lui, il devait vite rechercher quelqu'un pour lui filer parce qu'à la fin, en rentrant de la récréation, c'est le dernier qui l'avait qui était puni. C'est horrible. Ils ont fait ça aussi partout, en Corse aussi. Ma mère, elle parle moins bien en français qu'en basque et elle en souffre, tellement... ils lui ont dit tellement souvent : ça sert à rien, c'est négatif... apprends le français, c'est le français qui te servira plus tard pour

84. Ce rappel est loin d'être unique dans les entretiens menés au Pays basque.

bouger, si tu veux sortir. Le basque c'est bien si tu restes dans ton bled. [...] Ça, ça met du temps, c'est des années, c'est du lavage un peu. C'est fou le mal que ça fait. C'est les Basques eux-mêmes qui ont pas voulu apprendre le basque à leurs gosses, alors qu'ils le savaient. Et ça c'est horrible <sup>85</sup>. »

Ainsi, dans les organisations clandestines étudiées, la violence est abordée comme un moyen pour parvenir à la libération, l'émancipation, la fin de l'oppression. Elle cessera une fois ces objectifs atteints, étant entendu que pour une large part de ces acteurs, la libération nationale est intrinsèquement une libération sociale (voir Paul, Pierre, Frédéric, Etan, Jules, Pantxo dont les périodes d'engagement s'étirent des années 1970 à la fin des années 1990). Pierre l'exprime explicitement lorsqu'il évoque l'objectif qui était le sien en rejoignant ETA en 1973 :

« La libération nationale et sociale, c'est tout pour nous dans un même pack ! Oui, avec les contradictions toujours, tu vas les avoir. Moi, j'ai des contradictions comme tout le monde. Mais il y a des choses qui sont claires pour toi. Ce qui te marque, une espèce d'utopie, une utopie qui peut être réalisable <sup>86</sup>. »

Néanmoins, comme on le voit également dans les textes de F. Fanon, l'autodéfense peut se convertir en défense-explosive, voire en défense agressive, et se traduire par un appel à répondre, ou à montrer que l'on peut rendre « coup pour coup <sup>87</sup> », comme le suggère Laure, membre des commandos d'IK engagée dans l'organisation à partir de 1983-1984. Concernant les actions de « propagande » qu'elle évoquait précédemment, elle conclut : « C'est un peu le principe, c'est de *l'autodéfense*. Faut arrêter : on peut pas faire n'importe quoi non plus. » Laure (IK) ajoute plus loin :

« Je crois absolument pas en une violence politique à l'heure actuelle. Je crois pas du tout que ça ferait avancer la situation. Après qu'il y ait une auto-défense qui soit mise en place, je pense que c'est nécessaire, ici comme au sud <sup>88</sup>. »

### *Affirmation de soi*

« *Souvent, la meilleure défense, c'est l'attaque.* »  
(Ekaitz, ETA)

---

85. Entretien réalisé avec Paul, le 11/06/2017.

86. Entretien réalisé avec Pierre, le 17/10/2017.

87. Voir Dorlin E., *Se défendre. Une philosophie de la violence*, Paris, La Découverte, 2017, p. 130.

88. Entretien réalisé avec Laure, le 12/06/2017.

« Franco, il est mort en 1975. La Constitution, elle a été faite en 1978. Et moi, j'ai fini à l'ETA en 1983. On venait de sortir de la dictature, si tu veux. Et à ce moment-là, je me suis dit : il y a un peuple qui existe, qui n'est pas dans les cartes géographiques mais il existe et il faut le défendre. Il faut le défendre. Et souvent, la meilleure défense, c'est l'attaque. » (Ekaitz, membre des commandos d'ETA)

Dans le contexte du Pays basque cette logique d'autodéfense s'articule à une politique de représentation et d'affirmation de soi, sous-tendue par une volonté de reconnaissance. Se défendre en attaquant participe de l'affirmation de soi de la part d'un sujet qui tend ainsi à « déclarer une guerre qui ne dit pas son nom, c'est-à-dire à rétablir les modalités d'un combat à armes égales <sup>89</sup> ». Cette grille de lecture était les représentations du recours à la violence par le peuple basque comme en témoigne Xavière, membre des Commandos autonomes anticapitalistes (scission d'ETA <sup>90</sup>) :

« La violence, ça peut être une défense. Ça peut être... la seule arme dont on dispose pour se défendre. Ça peut être... la seule issue, la seule arme qu'on puisse utiliser pour ne pas disparaître. Et c'est pas dans le but d'anéantir l'autre. C'est dans le but de ne pas être anéanti. C'est-à-dire que quand on a en face un pouvoir qui est dix fois plus fort et qui utilise la violence, qu'est-ce qu'on fait ? Parce qu'il y a la violence des lois, la violence des systèmes. Parce qu'on agit en toute légalité mais on peut changer les lois aussi. Sauf que quand le pouvoir met tout en place pour criminaliser une lutte, et ne laisser aucune autre issue, ça peut être la défense du faible, voilà... Je crois que c'est la seule issue <sup>91</sup>. »

Ce cadrage remet en question les positions de domination qui s'articulent dans plusieurs registres, à la fois ontologique (dominants *vs.* dominés), hiérarchique (armés *vs.* désarmés) mais également axiologique, comme ne manquent pas de le souligner certains enquêtés. La quête de reconnaissance passe par la conquête d'une dignité, une tentative de restaurer la fierté des minorités d'abord opprimées ou réprimées, puis devenues « belligérantes » ou « résistantes <sup>92</sup> ». Dès lors, « l'autodéfense doit se comprendre comme la condition par laquelle un sujet politique révolutionnaire est rendu possible <sup>93</sup> ». Dans ces groupes illégaux, l'autodéfense, la résistance nourrissent le mythe fondateur du sujet révolutionnaire. Pantxo, qui s'engage dans ETA en 1973,

89. Dorlin E., *Se défendre. Une philosophie de la violence*, op. cit., p. 130.

90. Xavière est née en 1960 et appartient à la deuxième génération d'engagement. Ses parents étaient militants abertzales. Elle n'a pas connu la prison.

91. Entretien réalisé avec Xavière, le 9/06/2018.

92. Dorlin E., *Se défendre. Une philosophie de la violence*, op. cit., p. 130.

93. *Ibid.*, p. 131.

déclare ainsi : « Pour moi, un peuple qui se défend avec les méthodes violentes devant l'opresseur, c'est juste, et légitime... même si dans cette application, il peut y avoir des choses collatérales quand c'est un innocent qui tombe <sup>94</sup>. »

Des symboles internationaux et des mythes comme ceux de Che Guevara ou du Viêt-Cong, au même titre que la répression d'État, alimentent le discours et les justifications relatives au nécessaire recours à la violence. La mise en évidence de la violence du système, de celle de l'ennemi ou de la violence inhérente aux circonstances historiques devient alors un enjeu de la description et de l'interprétation des situations qu'affrontent les acteurs. La conviction est qu'on ne peut répondre à la force et à la violence que par la violence (voir Xavière supra). Elle est ancrée même chez la plus jeune enquêtée rencontrée, Elyana, née en 1984 et militante ETA depuis le milieu des années 2000. Elle explicite en ces termes son passage à la clandestinité :

« Parce qu'on habite encore dans un conflit politique et entre deux États qui utilisent la violence, parfois d'une façon directe, parfois d'une façon plus indirecte ou plus subtile mais on voyait que nos vies étaient traversées par différents types de violence, on va dire. Alors là, on commence à parler de la légitimité d'utiliser la violence. Et moi, je suis arrivée à la conclusion que le peuple et les personnes qui composent le peuple, on a aussi le droit de se défendre et, si on arrive à se mettre d'accord, d'utiliser, dans ce cas, la lutte armée ou la violence pour faire face à un autre type de violence comme la violence d'État <sup>95</sup>. »

Le cadrage de situation joue alors un rôle central et s'appuie sur une redéfinition de la notion de violence dont nous avons exposé le détail précédemment. L'identification de formes de violence non physiques, consubstantielles au système, est centrale, comme en témoigne Elyana (ETA). De même, qualifier d'injuste ou d'arbitraire la violence déployée par l'ennemi – élément de cadrage caractérisé – est un facteur de justification de la prise d'armes qui traverse les générations, des années 1970 aux années 2000. Julien (ETA) rappelle le contexte historique dans lequel il s'est engagé au début des années 1980 : « La violence, c'était pas un problème à l'époque. Déjà, il y avait une partie de légitimation et de réponse du fait que le régime, il n'avait pas de légitimité pour exercer la violence qu'il exerçait <sup>96</sup>. » Enfin et de façon complémentaire, le cadrage interprétatif et politique orientant les esprits vers une absence d'opportunités politiques confère une légitimité *morale* au recours à la violence, comme en témoigne Justin qui s'est engagé à la toute fin des années 1970-

---

94. Entretien réalisé avec Pantxo en français, le 12/06/2018 ; le français n'est pas la langue maternelle de l'enquêté.

95. Entretien réalisé avec Elyana, le 21/03/2018. Voir aussi Ilyann (ETA) qui s'est engagé en 1972.

96. Voir *supra* l'argumentation proposée par Julien à ce sujet.

début des années 1980 auprès d'ETA :

« Ce sont les années 1970, les différentes luttes de libération nationale, c'est l'époque du Vietnam, l'époque de Cuba, les mouvements syndicaux qui sont très forts en *Hegoalde*. Donc c'est tout un climat de l'époque qui fait que la plupart des jeunes se mobilisent, militent. Certains dans la gauche abertzale, d'autres dans d'autres types d'organisations. C'est un mouvement populaire et un mouvement politique très fort. C'est la reconversion industrielle de Biscaye qui touche toute l'industrie navale, métallurgique et tout ça fait qu'il y a beaucoup de luttes où les étudiants se positionnent à côté du mouvement ouvrier aussi. Donc moi à un moment donné, je ne vois pas d'autre perspective, toutes les revendications, toutes les demandes que ce soit collectives, que ce soit de droit à l'autodétermination ou d'autres types de luttes sectorielles, on se trouve devant des portes qui sont complètement bloquées, qui sont fermées – qui le sont toujours d'ailleurs. Et là on est face à ça, on a un choix à faire. Moi, je fais le choix de participer dans l'organisation politique, armée, politique et militaire <sup>97</sup>. »

La perception d'une impasse sociopolitique et l'interprétation de cette situation sous le prisme de l'absence d'opportunités politiques justifient aux yeux de très nombreux militants abertzales, ainsi que dans leurs discours rétrospectifs, l'engagement politique illégal passé.

### *Continuité des formes d'action politique*

Ces éléments de cadrage instituent enfin une continuité entre l'action politique légale et illégale, violente et non violente. Cette continuité est théorisée par les acteurs, qu'ils appartiennent à des organisations ayant attenté aux personnes (ETA) ou non (IK), comme les discours de Faysal et Nicolo le laissent entendre. Faysal, militant de la première heure au sein d'ETA, rappelle que « la lutte armée, c'était seulement un outil dans toute cette lutte qu'on a menée. Parce qu'ETA c'était beaucoup plus que la lutte armée, c'est une idéologie, une façon différente de penser, une façon différente de voir l'Europe ». L'interprétation de Nicolo, pourtant membre d'IK mais ayant commencé son parcours à ETA au début des années 1980, converge avec ses propos :

« Il y a effectivement une différence entre la violence institutionnelle d'un côté qui elle se rapproche pratiquement du terrorisme parce qu'on inflige la crainte (c'est pas du terrorisme qui va tuer directement les gens mais ça se rapproche de ça beaucoup plus, la violence de l'État) alors que la violence militante, c'est une réponse à ça, un

97. Entretien réalisé avec Justin en castillan, le 19/06/2019 (notre traduction).

moyen de lutte, à condition que ça soit dirigé contre le pouvoir toujours <sup>98</sup>. »

Quand bien même cette continuité entre ces formes d'actions suscite aujourd'hui encore des doutes chez certains politistes <sup>99</sup>, les actions légales, illégales et violentes doivent être comprises comme un ensemble homogène de pratiques sociales. Dans des travaux de type quantitatifs réalisés sur l'Allemagne de l'Est (RFA), M. Kaase et F. Neidhardt ont mis en évidence, via les items de l'action illégale, le lien existant entre les deux dimensions de l'action légale et violente <sup>100</sup>. Ils soulignent ainsi l'existence d'un *continuum* entre les trois dimensions <sup>101</sup>.

Analyses qualitative et quantitative se conjuguent pour justifier une approche historicisant et « normalisant » l'objet « violence », considéré comme un « sous-produit de l'action collective ». Elles autorisent une lecture *continuiste* de la violence politique, analysable sans solution de continuité avec les autres formes d'engagement ou d'action, et à distance de toute vision pathologique de ce phénomène. Cette approche se justifie à la fois par les parcours des militants clandestins – dont la plupart ont eu un engagement politique légal avant de passer à d'autres formes d'actions (voir *supra*, note 63) – mais aussi des représentations de l'action politique *efficace* et de l'action politique qu'ils déploient, arguant notamment de la référence à la clôture structurelle des opportunités politiques en contexte basque, à une certaine époque au moins <sup>102</sup>. Cette fermeture joue un rôle clé en termes de justification argumentative et cognitive dans le recours à des formes d'action illégales, pensées comme complémentaires et ayant une fonction d'amplification de l'action politique légale.

98. Entretien réalisé avec Nicolo, le 15/06/2019.

99. Voir Sartori G., *The Theory of Democracy Revisited*, vol. I, Chatham, Chatham House, 1987, chap. V.2.

100. Kaase M., Neidhardt F., « Politische Gewalt und Repression - Ergebnisse von Bevölkerungsumfragen », vol. IV, in Schwind H. D., Bauman J. (dir.), *Ursachen, Pravention und Kontrolle von Gewalt. nalyse und Vorschlage der Unhabdngigen Regierungskommission zur Verbinderung und Bekämpfung von Gewalt (Gewaltkommission)*, Berlin, Dunker et Humblot, 1990, pp. 11-14.

101. Une analyse des corrélations entre dix items de participation en RFA montre que parmi les trois sous-dimensions (légale, illégale, violente) existe une forte corrélation moyenne de 0.55 entre chacun de leurs items ; qu'il existe des corrélations intermédiaires entre les items illégaux-légaux (40) et illégaux-violents (28) ; qu'enfin il n'y a pratiquement aucune relation entre les dimensions légales et violentes ( $r=09$ ) qui se trouvent donc liées entre elles par l'intermédiaire de la dimension illégale.

102. Lauréline (ETA) en dénonce encore l'actualité : « Un État de nos jours ne donne pas les instruments légaux pour déborder les limites. Je peux vous donner des exemples de l'État espagnol, et je peux vous donner aussi des exemples de l'État français. Tout a été mis en place pour qu'on se sente en liberté tout en étant... tout en vivant sans liberté. C'est-à-dire, la liberté ça va jusqu'aux limites que eux ils ont posées. C'est ça l'État. » On retrouverait ces éléments relatifs à la clôture des opportunités politiques à l'époque de leur engagement dans le discours de certains membres d'IK, comme Alexis et Grégoire, ou de la mouvance ETA tel Florian.

Le recueil de données primaires met en évidence la prégnance, parmi les militants des organisations clandestines abertzales, d'une compréhension de la violence nourrie des paradigmes structurels ainsi que de l'autodéfense. L'adhésion à ces cadres interprétatifs s'explique notamment par un contexte de forte répression, franquiste et postfranquiste, ou de clôture *perçue* de la structure des opportunités politiques. L'apport le plus original qu'autorise l'exploitation des données primaires réside dans la mise au jour d'un décalage entre les niveaux micro et mésosociaux d'interprétation de la violence. Bien que sur le plan individuel le paradigme de la violence politique comme instrument stratégique trouve un écho, il cède le pas à une lecture de la violence considérée comme principalement structurelle, sociale plutôt que physique ou policière. Si la stratégie de l'action-répression-action ou de l'usure face à l'État a marqué, sur le plan mésosocial, les opérations menées par ETA <sup>103</sup>, en revanche sur le plan individuel, l'interprétation stratégique du recours à la violence politique s'explique dans les deux paradigmes de l'autodéfense et de la violence comme outil de négociation. Les actions menées par ETA révèlent indéniablement une mise en œuvre de la lutte armée comme outil stratégique, confirmée par les textes produits par l'organisation. En revanche les militants clandestins « ordinaires » se réapproprient ce moyen de lutte sous la modalité – plus acceptable – d'une autodéfense et d'une violence constituant une réaction à la violence structurelle et à celle, première, de l'État et de la répression. Ces discours ne trahissent pas nécessairement un phénomène d'autojustification mais dévoilent l'adhésion à un discours de type marxiste reflétant le positionnement idéologique de leur groupe ainsi qu'un cadrage conceptuel spécifique des rapports sociaux. Ils permettent également de confirmer la continuité, dans l'esprit de ces militants ainsi que dans les stratégies d'intervention de ces organisations clandestines, des moyens légaux et illégaux, violents et non violents d'action politique.

103. Voir Sánchez-Cuenca I., "Explaining temporal variation in the lethality of ETA", *op. cit.*

